



Ça a déjà commencé". Le brouillon du projet de loi 2023 initialement présenté par le gouvernement et retiré ensuite pour des besoins de correction ne retourne toujours pas à l'Assemblée nationale. Pour cause, il ne traverse pas la phase d'examen devant le FMI.

1. Le Cameroun est sous programme avec le FMI depuis 2017 et la mission de l'institution financière est au moins de s'assurer du respect de la discipline budgétaire susceptible de permettre au pays de rembourser ses dettes. En d'autres termes, le Cameroun ne peut plus continuer à maintenir des dépenses non-essentiels alors qu'il doit payer ses dettes. Raison pour laquelle, au-delà du respect de la discipline, le FMI s'attendait même à ce que le budget 2023 de certaines institutions nationales soit ponctionné. En l'état, le gendarme financier n'est pas convaincu que le Cameroun soit sur le bon chemin. En 2023, notre gouvernement voyou avait prévu d'augmenter ses dépenses de fonctionnement, ce qui lui permettrait de multiplier la passation des marchés fictifs, comme d'habitude, ou de poursuivre le financement des guerres meurtrières qu'il refuse de stopper par le dialogue.

2. Côté Cameroun, l'équation semble être de contourner le FMI, mais dans le mauvais sens. En

effet, nos bandits à col blanc cherchent comment continuer à se servir sur le dos de l'État. Par exemple, ils cherchent comment faire passer leurs fameuses chapitres 65 et 94 où ils logent des centaines de milliards réservés aux dépenses fantaisistes et non-essentiels, comme offrir un trône en "or massif" au Président de la République à l'occasion de la célébration de ses 40 ans de règne sans partage.

3. Le scandale est qu'en l'état, personne ne pense à l'incitation nécessaire pour l'augmentation de la production locale au Cameroun en vue de faire efficacement face à la vie chère en 2023.

4. En cas du blocage définitif par le FMI d'une part et par certains députés dont ceux du SDF, le gouvernement pourrait envisager d'activer les mécanismes juridiques rendant possible la reconduction du budget 2022. Une vraie catastrophe lorsqu'on sait que ce budget nous a précipité dans le gouffre financier. Mais, nos amis s'en foutent dans la mesure où ce budget 2022 contient les chapitres 65 et 94 qu'ils veulent consolider.

Question : pourquoi faut-il toujours jongler dans ce pays? La boulimie financière des prédateurs de la République qui nous poussent dans des débats identitaires est décidément sans limite. Sauf que la crise alimentaire qui se profile à l'horizon en 2023 risque de les balayer Tous malgré leur soi-disante préparation à la guerre relayée abondamment par Dieudonné Essomba. Je me serai attendu à ce qu'au moins en 2023, ils prennent conscience de la nécessité de relancer le tissu économique local. Faut-il encore supplier nos dirigeants pour qu'ils promeuvent la production massive au niveau local de ce que les Camerounais consomment comme le riz, le maïs, le sorgho, le blé, la patate, le manioc, la viande, etc.? On peut être sans scrupules mais, il faut au moins avoir la crainte de Dieu.

Nous verrons bien ce que l'avenir nous réservera !

*Louis-Marie KAKDEU*

*Membre du Shadow cabinet SDF*

*Économie, Finances et Commerce*

*Président de la Coalition pour la Production Nationale au Cameroun (COPRONAT)*

---